

Inégalités: la faute à qui?

« Les Américains n'ont récolté que ce qu'ils ont semé ». Cette remarque, fréquemment entendue après les attentats du 11 septembre, est parfois la détestable manifestation d'un anti-américanisme primaire. Dans d'autres cas, elle est apparemment liée à l'opinion selon laquelle le fondamentalisme et la violence sont les enfants des inégalités et de la misère, et à la perception que les Américains sont responsables du sombre état dans lequel se trouve notre planète. On peut faire preuve d'optimisme et accorder crédit à l'idée que la violence sera éradiquée par la prospérité. Même si certaines évolutions dans nos sociétés prospères ne sont pas totalement rassurantes sur ce point. L'acceptation de cette prémisse ne conduit cependant pas à accepter la suite du raisonnement. Certes la croyance que les pauvres sont pauvres parce que les riches sont riches est commune. Mais, si c'était le cas, ce serait tout l'Occident qui devrait assumer la responsabilité des événements en question. Et les Européens tout particulièrement qui du fait de leur passé colonial ont au moins eu une chance (que n'ont pas eue les Américains) de façonner les infrastructures et les institutions qui auraient pu permettre le développement des pays colonisés. Se donner bonne conscience pour ensuite « fourguer » la responsabilité aux Américains est une attitude peu reluisante: assumons au moins notre complexe de culpabilité de riches dans un monde de misère.

Cependant cette vision selon laquelle les pauvres sont pauvres parce que les riches sont riches n'est tout simplement pas fondée. Elle est réfutée par l'histoire longue comme par celle des dix dernières années. La longue expansion économique des années nonante aux Etats-Unis ne s'est pas faite aux dépens des pays pauvres ; au contraire, elle a nourri leurs taux de croissance et leurs espoirs de développement. Et c'est dans les pays pauvres, Kofi Annan vient de le souligner, que la récession dans laquelle l'Amérique s'installe fera le plus de victimes.

Sur la longue durée, il n'est simplement pas vrai, ni à l'intérieur d'un pays, ni sur le plan international, que les riches deviennent riches aux dépens des pauvres. L'économie n'est pas un jeu à somme nulle et la prospérité, comme la marée montante, entraîne la grande majorité avec elle. La croissance européenne de l'après-guerre est là pour le démontrer.

Le développement économique est le résultat d'un mélange subtil de facteurs dont personne ne détient la recette absolue. Dans un monde acquis au principe de non-ingérence, ces facteurs sont pour l'essentiel entre les mains des pays en question. Les Américains ne sont pas plus responsables des échecs de l'Afrique et du Moyen Orient que des succès du Japon ou de la Corée du Sud.

L'aide que les pays riches peuvent offrir aux pays pauvres a trois composantes. On pense d'abord à l'aide publique au développement, certes précieuse pour alléger les souffrances liées à la misère, mais qui n'a été dans aucun cas recensé un facteur déterminant du décollage économique.

Beaucoup plus décisif est l'apport de marchés ouverts aux produits d'exportation des pays pauvres. Les restrictions que nous plaçons à l'accès à nos marchés devraient être la principale source de notre sentiment de culpabilité ! Notre épargne finalement peut aider de manière capitale, mais seulement si le contexte institutionnel et politique en place dans les pays destinataires garantit qu'il en sera fait bon usage. La question de la dette des pays pauvres montre que le problème ne réside pas dans la "générosité" avec laquelle l'Ouest a partagé son épargne, mais du mauvais usage qui a été fait des fonds prêtés.

« Le fond du problème, dit Jean-François Revel, c'est qu'un grand nombre des sociétés qui ont raté le virage de la modernité ne peuvent accepter que leur échec vienne d'elle-même. » Battre notre coulpe à un côté sympathique mais pas particulièrement productif. Aider les pays pauvres à se convaincre que c'est la faute des riches ne renforce pas leur détermination à mettre leur maison

en ordre, ni ne diminue la probabilité de manifestations de ressentiment. Repousser la responsabilité sur les seuls Américains est une contre-vérité facile. La misère et les inégalités dans le monde ne sont pas « made in USA ».

Jean-Pierre Danthine
Professeur à l'Ecole des HEC de l'UNIL